



Commune de Kougny: Election du maire entre trahison et frustration. P.6

La capacité de nuisance des terroristes a été diminuée: déclare le Commandant de l'Opération Barkhane. P.3

L'information des campus et des centres de recherche pour le monde, L'information du monde pour les campus et les centres de recherche



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 072 du vendredi 1er juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

Annonce

Suivez nous chaque jour sur www.sciences-campus.info

Activités du Gouvernement

Point de presse du Service d'Information du Gouvernement ce jeudi 30 juin 2016

Région du Centre



Les Ministres qui ont animé la conférence de presse

Ce Jeudi 30 Juin 2016 s'est tenu dans la salle de Conférence du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extrérior un point de presse. Lors de ce point de presse, plusieurs minis-

tres se sont succédé pour apporter des éclaircissements sur des points spécifiques relevant du domaine de leur département. On a noté la présence du Ministre en charge de la Communication et des Relations

avec le Parlement, celle du Ministre en Charge de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure et enfin celle du Ministre en Charge de l'Environnement. Suite page 2.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Activités du Gouvernement

Suite page 1

Les thèmes centraux abordés ont porté sur la situation sécuritaire, la reforestation et l'actualité nationale.

La première communication a été faite par le Ministre de la communication. Il a présenté la situation occasionnée par les attentats du 15 janvier dernier. Notamment des manques à gagner. Il s'est agi essentiellement des pertes de revenus dues à l'attentat terroriste du 15 janvier. Les infrastructures hôtelières qui ont vu leurs chiffres d'affaire baissé, occasionnant par-là la baisse des revenus des employés. Il a aussi mentionné un certain nombre d'acteurs du secteur économique touchés durement par les attaques et auxquels l'Etat aurait déjà apporté son soutien. Ces acteurs qui ont déjà bénéficié du soutien de l'Etat sont l'Hôtel Splendide et l'Hôtel YIBI. Cependant la liste des personnes en attentes de soutien pour relever leurs activités tombées à cause des événements tragiques depuis ces dernières années ou derniers mois n'est pas exhaustive, il y'a entre autres le ciné droit libre, la presse qui a subi des dommages lors de l'insurrection et du coup de force du 16 Septembre dernier. Toutefois il a rassuré que des réponses Nationales seront apportées avec des paiements dans des délais bien indiqués.

La seconde communication a été faite par le Ministre en Charge de l'Environnement et de l'Economie verte. Il a essentiellement communiqué sur la reforestation comme moyen de lutte contre la déforestation. Il a présenté la Configuration environnementale du pays qui a un taux de couverture forestière de 14%, ce qui est largement en dessous de la norme internationale fixée à 30%. Comme acquis le responsable du département estime le nombre de plans à leur disposition à environ huit millions (8.000.000). Ce qui est également insuffisant. Cependant, le Ministère de l'Environnement a réalisé à travers divers supports de communication notamment des spots télé et radio des messages pour sensibiliser les populations à la reforestation. La ville de Kaya a été choisie cette année pour habiter la campagne de reforestation, a-t-il dit.

S'agissant toujours de la lutte contre la déforestation le ministre a foi que cette lutte passe aussi par l'adoption de lois sur l'interdiction de commercialisation des sachets non bio dégradables. Cette loi est en vigueur depuis l'année 2015 mais elle n'est pas appliquée dans toute sa rigueur. La mise en œuvre de la loi demande des textes d'application. Le gouvernement donc a adopté des décrets de contravention et de récupération des déchets plastiques le 27 Février 2015 et l'homologation des sachets

bio dégradables. Il faut noter par ailleurs que les déchets plastiques mettent en moyenne soixante (60) mois avant de se dégrader.

Comme action gouvernementale sur le terrain, en 2015, le gouvernement a procédé à des sorties de contrôles à Ouagadougou et Ziniaré. Les produits non homologués ont été confisqués. Le ministre note que malgré l'interdiction nous assistons toujours à l'entrée des sachets plastiques dans la sous-région. Il a aussi relevé que le ministère s'est doté d'appareils pour vérifier la conformité ou non des sachets.

En attendant la mise en œuvre des décrets, il y'a le projet de ramassage des sachets plastiques ou déchets plastiques. L'objectif de ce projet est de ramasser tout ce qui est déchets. Le projet s'étend sur trois (03) ans et est financé à 85% par l'Etat Burkinabé. Pour l'année 2015 le projet a mené des activités de contrôle et de sensibilisation. Le projet dispose de moyens logistiques pour l'enlèvement des déchets. Ce sont : trois (03) camions, des charrettes, des tricycles, des brouettes et autres. Grâce à ces outils de travail, deux cent cinquante mille (250 000) tonnes de déchets plastiques ont été enlevées en 2015 par quatre-vingt-cinq (85) associations.

Toutefois le projet se heurte à quelques difficultés. Pour l'année 2015 les prévisions s'élevaient à environ deux (02) milliards de nos francs contre huit cent cinquante-six (856 000 000) millions reçus par l'association. Le projet est confronté à un problème de dépôt. En effet ce sont les Directions Régionales qui accueillent en même temps les déchets. Pour cela les perspectives sont entre autres, appuyer les activités, construire des terrains pour le dépôt des déchets. Environ deux mille quatre cent (2400) tonnes de déchets sont prévus pour être achetés par le projet pour transformation. Le projet prévoit pour 2016 des formations, des voyages d'étude, la validation des textes...

Les prévisions budgétaires de l'année 2016 s'élèvent à environ un milliard cinq cent millions de franc CFA. Les mesures urgentes restent la rencontre des acteurs de la filière et surtout de rendre fonctionnelles les unités de traitement des déchets. Il faut également revaloriser le sachet bio dégradable.

Lors de ce point de presse, le ministre n'a pas omis le cas des produits qui ne peuvent être transportés que dans des sachets non bio dégradables. A ce sujet, il dit que des études sont en train d'être menées. Il a aussi apporté l'information selon laquelle la société CIMBUR-

KINA prévoirait d'utiliser ses déchets non bio dégradables pour créer de l'énergie.

La dernière communication a été apportée par le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure. Sa présentation a porté sur la lutte contre le terrorisme.

Depuis les attaques meurtrières du 15 Janvier 2016 au Capuccino, à l'Hôtel Splendid et à l'Hôtel Yibi perpétrées par des terroristes et ayant occasionné la mort d'une trentaine de personnes et la neutralisation des trois assaillants, les forces de sécurités se sont évertuées à retrouver le ou les commanditaires et les complices de ces odieux actes, de même que ceux ayant agi dans les attaques terroristes précédentes notamment aux différentes villes frontalières du pays.

Des actions de recherches, d'investigations, de suivis ont été engagées et menées, simultanément par les services de renseignement, la police judiciaire, les unités d'intervention, en collaboration avec les citoyens et avec la coopération de services étrangers voisins et amis.

Ces actions menées avec assiduité et abnégation par les services de sécurité du Burkina Faso ont permis de l'interpellation de plusieurs personnes suspectes.

A ce jour le bilan est le suivant :

Quarante-neuf (49) interpellations de personnes suspectes de nationalités diverses dont trois (03) femmes ont été faites.

Après des investigations poussées, trente-neuf (39) personnes ont été relaxées pour insuffisance de preuves.

Dix (10) personnes ont été retenues dont trois (03) présentent un intérêt particuliers pour les Enquêtes de Capuccino, de Grand Bassam, de même que pour Oursi en Août 2015.

A ce jour, six individus en lien avec l'attaque de Ouagadougou dont les noms sont connus des services de sécurité sont encore activement recherchés.

Le point de presse s'est ainsi terminé avec la présentation du Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure.

Relwendé Hervé ROUAMBA pour SCI

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Activités du Gouvernement

La capacité de nuisance des terroristes a été diminuée: déclare le Commandant de l'Opération Barkhane



Le président du Faso au milieu.

Le Commandant de l'Opération Barkhane, le Général de division Patrick BRETHOUS, a été reçu en audience par le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE en fin d'après-midi du mardi 28 juin 2016. Le Général de division Patrick BRETHOUS qui est presqu'en fin de mission est venu faire le point des actions de l'Opération Barkhane sous son commandement.

A l'issue de l'audience, le Général BRETHOUS a dit à la presse l'objet de son entretien avec le Président du Faso. « Je commande l'Opération Barkhane depuis bientôt une année et je vais quitter le commandement à la fin du mois de juillet prochain. Je suis donc venu faire au Président du Faso, le point de la situation des opérations menées contre le terrorisme dans le Sahara, dans le cadre du partenariat qui existe entre la France et les pays du G5 Sahel auquel appartient le Burkina Faso. Je lui ai fait le point de la situation sécuritaire et nous avons aussi évoqué toutes les opérations transfrontalières que nous menons de

part et d'autre des frontières notamment entre le Burkina Faso, le Mali, le Niger mais aussi entre la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad », a-t-il indiqué.

Diagnostiquant la situation sécuritaire actuelle, le Commandant de l'Opération Barkhane s'est dit convaincu que la force de frappe des terroristes a considérablement diminué. « Ce que j'observe depuis une année, c'est que globalement, la capacité de nuisance des terroristes a été diminuée ».

Le Général BRETHOUS reconnaît aussi que « les terroristes ont pris un gros coup lors de l'Opération Serval en 2013 puisque traqués grâce au partenariat transfrontalier qui existe entre les pays du G5. Ils sont poursuivis au Mali, au Niger, au Tchad, au Burkina comme en Mauritanie grâce aussi à la coopération entre les armées. Donc, nous avons pu obtenir des résultats sur ces terroristes en éliminant certains des chefs, en démantelant des dépôts logistiques, en entravant les flux notamment dans le Nord du Niger. Globalement, on observe que la menace a baissé dans toute la zone sahéenne grâce aux actions combi-

nées des armées des pays du G5 et de Barkhane. »

Cette traque a amené les terroristes à changer de mode d'action. « Concrètement, il n'y a pas de menaces nouvelles face à la Force Barkhane. En revanche, vous avez pu observer que les terroristes traqués dans la zone de refuge, essaient d'exporter leur mode d'action dans les capitales : en témoignent les attaques de Ouagadougou, de Bamako, de Bassam », a souligné le Commandant de l'Opération Barkhane qui appelle les forces de sécurité intérieure à coordonner leurs actions pour faire face à ces nouvelles méthodes. « Il faut que les forces de sécurité intérieure coordonnent leurs actions pour être capables de réagir face à ces menaces qui restent difficiles à identifier. Il faut donc une vigilance accentuée notamment dans les grandes villes, dans les zones touristiques », a conseillé le Général de division Patrick BRETHOUS.

**La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso**



Activités du Gouvernement

«Le peuple monégasque se tient aux côtés du peuple burkinabè» a déclaré la Directrice générale du Département des Relations extérieures et de la Coopération de la Principauté de Monaco

Région du Centre



Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE et la Directrice générale du Département des Relations extérieures et de la Coopération de la Principauté de Monaco, Madame Isabelle ROSABRUNETTO

Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience le mardi 28 juin 2016, la Directrice générale du Département des Relations extérieures et de la Coopération de la Principauté de Monaco, Madame Isabelle ROSABRUNETTO. Cette visite a pour objet le renforcement des relations bilatérales entre le Burkina Faso et la Principauté de Monaco.

« Notre visite porte d'abord sur l'entretien des relations d'amitié avec le Burkina Faso. Notre Souverain Albert II est venu ici en visite officielle il y a quelques années et a gardé un bon souvenir. Nous souhaitons entretenir ces relations d'amitié avec le Burkina

Faso », a déclaré à la presse Madame Isabelle ROSABRUNETTO à sa sortie d'audience.

Selon la Directrice générale du Département des Relations extérieures et de la Coopération, la Principauté de Monaco a « un partenariat stratégique de coopération et de développement avec le Burkina Faso qui date de plus de dix ans ».

« Le Burkina dans sa transition démocratique a besoin de toutes les forces pour relancer son économie, répondre aux aspirations des jeunes, renforcer la dynamique sociale » a-t-elle soutenu avant d'annoncer que « dans tous ces domaines, le Burkina Faso a la sympathie du peuple monégasque qui se tient à ses côtés dans ce projet am-

bitieux ».

A en croire Madame Isabelle ROSABRUNETTO, l'appui de la Principauté de Monaco au développement du Burkina Faso est orienté vers les domaines tels que « la protection civile à travers une coopération avec les sapeurs-pompiers du Burkina, les domaines sociaux et économiques comme la formation de la jeunesse, la lutte contre le paludisme, la prise en charge des enfants de la rue, la formation professionnelle, la lutte contre la drépanocytose, l'aide aux entrepreneurs et l'octroi des microcrédits ».

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso



Activités du Gouvernement

Promotion de l'énergie solaire au Burkina : Une société taiwanaise prospecte le marché burkinabè

Région du Centre



Le Premier Ministre Paul Kaba Thiéba avec ses visiteurs taiwanais

Le premier ministre son Excellence Paul Kaba THIEBA a reçu ce mercredi 29 juin 2016 en audience, une délégation d'hommes d'affaires taiwanais. Il s'agit d'une délégation de l'entreprise TATUNG CO spécialisée dans le domaine de l'énergie solaire et qui souhaite investir au Burkina.

C'est une société taiwanaise spécialisée dans le domaine de l'énergie solaire et de l'électronique qui s'intéresse au marché burkinabè. L'arrivée de la délégation au Burkina est le fruit du voyage que le premier ministre

son Excellence Paul Kaba THIEBA a effectué en mai dernier à Taiwan. A cette occasion, le chef du gouvernement avait visité cette entreprise et appelé de tous ces vœux à ce qu'elle s'intéresse à la destination Burkina. Et moins d'un mois après cette visite de Paul Kaba THIEBA, le PDG de cette société a dépêché cette délégation. A Ouagadougou ces investisseurs de l'avis de l'ambassadeur de Chine Taiwan au Burkina Shen, Cheng-Hong qui a conduit la délégation, sont venus explorer le marché en vue de préparer l'installation prochaine de la société au Burkina. Durant leur sé-

jour, ces hommes d'affaires ont pu échanger avec les ministres en charge de l'énergie et de l'agriculture et visiter des villages pour mieux connaître le marché burkinabè et les besoins d'investissements a indiqué le diplomate Taiwanais. A l'issue de cette visite et des échanges avec le chef du gouvernement, l'entreprise va soumettre un projet aux autorités burkinabè afin qu'elles examinent les modalités de sa mise en œuvre, a souligné Shen, Cheng-Hong.B

DC/PM

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:



www.jobs-campus.com

Amorce

Commune de Boudry

Un professeur d'histoire géographique remplace un professeur d'anglais à la tête de la mairie

Région du Plateau Central



Monsieur Lallé Djibril ZORINGRE, maire

Les conseillers municipaux de la commune de BOUDRY ont mis en place le bureau du conseil municipal le mardi 21 juin 2016. A cet effet, ils ont désigné Monsieur ZORINGRE Lallé Djibril comme maire de cette commune.

Des cent soixante-dix (170) conseillers, neuf absences ont été enregistrées. Les cent soixante et un qui étaient présents dans la salle de réunion de la mairie ont procédé le mardi 21 juin à l'élection du maire, de ses deux adjoints et des présidents des

différentes commissions. Après vérification des présences et lecture du code électoral et du code général des collectivités par Madame le préfet du département de BOUDRY, le bureau de séance a été mis en place conformément aux textes en vigueur.

A l'unanimité les cent soixante et un conseillers du MPP ont placé leur confiance en monsieur ZORINGRE Lallé Djibril pour un mandat de cinq ans. Il a comme premier (1er) adjoint M. SOUDRE Clément et deuxième adjoint (2ème) Mme TIENDREBEOGO Zalissa. La commission Affaire générale Sociale et Culturelle sera présidée par M.GANEMTORE Edouard, M. KABORE Bruno s'occupera de l'Aménagement du territoire et de la Gestion Foncière. Quant à la commission économique et financière, elle sera dirigée par M. SANA Ali. L'environnement et le développement local sera l'affaire de Mme OUEDRAOGO Halidou. Les deux conseillers régionaux sont M. COMPAORE Boukare et M. ZIDA Edmond.

Qui est le nouveau maire de BOUDRY ?

ZORINGRE Lallé Djibril est né le 31 Décembre 1960 à KOSTINGA, un des quatre-vingt-quatre (84) villages de la commune rurale de BOUDRY.

Il est marié et père de quatre (4) enfants. Il est titulaire d'une licence en géographie depuis 1985 et professeur d'histoire géographique de 1988-2000. Il fut censeur au lycée provincial de PO de 2001-2005, Assistant culturel à la commission nationale de l'UNESCO de 2005-2010, puis de nouveau censeur cette fois à MOGTOEDO de 2010-2011, il est le directeur du CEG de RAPADMA. Il n'est pas novice dans sa nouvelle fonction car il a été (2ème) adjoint au maire de 2006-2014. Il a désormais la charge de plus de quatre-vingt mille âmes composées de BISSA, PEULH, et MOSSI réparties entre quatre-vingt-quatre (84) villages. La commune s'étend sur plus de mille trois cents kilomètres carrés (1300) km². Elle est la plus grande commune des vingt (20) du Plateau-Central. Les populations vivent essentiellement d'agriculture et d'élevage. Tous les conseillers élus de cette commune sont du parti Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP). Lors des élections municipales ce parti n'a pas eu de concurrent dans cette partie du pays des hommes intègres.

Albert Tarpaga pour SCI

Commune de Kouigny

Election du maire entre trahison et frustration

Région du de la Boucle du Mouhoun

La commune de Kouigny est une des six communes de la province du Nayala située entre les communes de Toma et Gassan à vingt-cinq kilomètres de Toma. Le conseil municipal réuni ce mardi 28 juin 2016 en séance ordinaire, plus d'une semai-

ne après la première tentative du 19 juin de Mme Germaine MALO/ TRAORÉ Préfet Présidente de la Délégation Spéciale Communale peine à élire le maire.

A l'issue des élections municipa-

les du 22 mai dernier et de la validation des résultats par le conseil d'État, la commune de KOUIGNY sur l'ensemble de ses dix (10) villages s'en sort avec

Suite page 7.



Vie des Communes

Suite page 6.

douze(12) conseillers pour le Mouvement du Peuple pour le Progrès (MPP), cinq(05) pour le Nouveau Temps pour la Démocratie (NTD), et trois(03) pour l'Union pour le Progrès et le Changement (UPC).

M. TOE Issouf lors des primaires avait été élu par consensus de la sous-section MPP de la commune KOUIGNY pour briguer le poste de maire.

M. SOW Yacouba Jean-Paul, de la diaspora burkinabé d'Amérique s'est aussi porté candidat au compte de l'UPC pour la course à la mairie.

Selon ce qui nous est revenu, à l'approche de la date de la tenue du premier conseil le responsable de la sous-section NTD de Kouigny serait allé voir le candidat MPP M. TOÉ Issouf, lui proposant ses cinq voix à la seule condition que celui-ci offre au NTD le poste de 1er adjoint au maire, chose inacceptable puisque pour M. TOÉ Le MPP a douze conseillers, il n'est pas alors question de travailler avec un conseil hybride. Par ailleurs le MPP Kouigny n'aura pas besoin de parti de la mouvance pour installer son conseil. Issouf TOE ignorait que ce n'est

plus le village de Goin qui vote mais l'ensemble des conseillers. Et sa présence ne plairait point au vieux politicards invisibles à l'œil nu. C'est ainsi qu'à la première tentative du 19 juin le parti du soleil levant représenté par M.TOE perd sa mairie au profit du candidat de l'UPC M.SOW qui n'avait pourtant que trois (03) conseillers sur vingt sous les yeux hagards des conseillers MPP restés fidèles à leur parti.

Ayant chacun obtenu Dix voix sur vingt, donc à égalité, le texte selon lequel " en cas d'égalité des voix le poste revient au plus âgé" se verra appliqué.

Et le tour est joué, M. SOW de l'UPC est élu maire.

La corruption aurait-elle eu une porte d'entrée dans le conseil municipal de Kouigny? Comment un parti qui n'a que trois conseillers va-t-il avoir une mairie durement acquise? Qui sont les deux conseiller MPP qui ont fait un vote contraire?

A l'issue de ce score, le conseil désormais bien reparti comme deux équipes de hand-ball, a dégénéré, la tension était palpable.

Suite page 8.

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:

www.sciences-campus.info
Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala
- Aris KUSIELE SOMDA
- Bernadette Dombélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédérick Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Conseil pratique de la Gendarmerie Nationale: les cas suspects dans votre environnement à déclarer

1er cas suspect

: un individu que vous n'avez jamais vu dans votre environnement et qui semble vouloir être discret, est suspect...

Demandez lui ce qu'il veut ou vérifiez avec au moins un de vos voisins pour vous rassurer qu'il est connu par au moins une personne.

Si vous ne pouvez vérifier, identifiez son moyen de déplacement (marque ,plaque d'immatriculation...) et observez le. Est- il seul ? Connaissez vous au moins un de ses accompagnants? Retenez leurs caractéristiques physiques.

Si vous constatez qu'il est armé, alertez la Police ou la Gendarmerie. (numéros d'urgence: le 16, le 17 et le 1010 plus les numéros des brigades et des Commissariats les plus proches)

GN-Burkina Faso/Communication de la GN avec la population

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33



Vie des Communes

Suite page 7.

Le camp de M.TOE s'est alors retiré pour se concerter. A leur retour en salle les conseillers du MPP constatent que la procédure de vote avait poursuivi bon train en leur absence.

Ainsi le poste de premier adjoint au maire est confié à M. Hamadou DJIBO du NTD, le deuxième adjoint est Adama PARÉ de Tiouma. Très remontés après leur entrée en salle le groupe s'est saisi des procès-verbaux (PV) et les a déchirés tout simplement. Et sur le coran M.Boudou du NTD aurait juré de ne jamais être présent pour une reprise. Alors survint le désordre et la bagarre. Tous les moyens étaient bons pour se défendre.

C'est alors que le responsable du NTD se serait saisi d'un pilon pour abattre quiconque s'approcherait de lui. Seul le gardien de la mairie a pu se ruer sur lui et retirer le pilon en présence de deux agents de sécurité venus pour la circonstance.

Ainsi il se serait confié à ses jambes en les prenant à son cou. Ce fut la fin pas heureuse de la mise en place des instances dirigeantes de la mairie de Koungny.

Ce 28 juin Mme Germaine MALO/TRAORÉ a veillé à réunir toutes les conditions de sécurité des conseillers afin que ce déroule paisiblement la séance de désignation du maire. Mais malheureusement, cette séance ne pourra pas se tenir car les candidats du NTD, de l'UPC et deux conseillers MPP ont brillé par leur absence. Alors prévu pour 9h, les dix (10) conseillers du MPP ont attendu jusqu'à treize heures croyant toujours en l'arrivée d'un quelconque conseiller pour espérer avoir un quorum ou au moins une majorité permettant la tenue légale du conseil. Mais hélas!

Personne ne s'est pointé à la mairie. La séance a été remise à une date ultérieure. M.TOÉ Issouf après avoir attiré l'attention de Mme le préfet sur l'incivisme et

la désobéissance de ses collègues conseillers lui demande de trouver la sanction adéquate.

Dans un tel contexte il faut que les responsables des partis en lice dans la commune s'asseyent pour accorder les violons afin d'inscrire la commune des pages teintées dans le programme de développement du Président Rock Marc Christian KABORE.

Le MPP devrait rappeler à ses militants ou du moins les sensibiliser à mettre de côté les intérêts personnels et égoïstes, les querelles inutiles, les jalousies sans raison pour ne voir que l'intérêt du groupe. Car de telles attitudes ne présagent rien de bon pour la paix de notre cher Faso.

De grâce sauvons tous la commune de Koungny. Fils et filles du Nayala départissions nous des querelles politiciennes et unissons-nous pour le développement de notre province.

Tigiane Antoine KI pour SCI

Avis de recrutement



Poste: Besoin d'un appui pédagogique pour un projet de bénévolat au Maroc

Type d'emploi: CDD

Pays: Afrique, Maroc

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 28/02/2017

Description :

L'Association Al Jisr, reconnue d'utilité publique et qui a l'insigne privilège d'être placée sous la Présidence d'Honneur de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, se fixe pour mission de contribuer à l'amélioration des performances du système éducatif dans notre pays, conformément à l'esprit de la Charte Nationale de l'Éducation et de la Formation et aux orientations et directives du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle.

L'Association œuvre en particulier à la sensibilisation et à la mobilisation du Réseau entrepreneurial pour une plus grande implication dans l'éducation.

A travers ses 3 pôles d'activités, Al Jisr conjugue ses efforts en vue d'atteindre les objectifs suivants :

1. Pôle Préscolaire :

- Réduire les inégalités en terme d'accès et de qualité de l'éducation de base ;
- Garantir aux enfants les meilleures conditions d'éveil et d'apprentissage ;
- Augmenter le taux de réussite des enfants issus de milieux défavorisés ;
- Sensibiliser/mobiliser l'ensemble des parties prenantes intervenants dans le domaine de la petite enfance ;
- Lutter contre la violence verbale et physique et la discrimination liée au genre.

2. Pôle Parrainage :

- La contribution à l'amélioration des méthodes et des conditions d'apprentissage.
- L'ouverture de l'école sur son environnement par l'organisation d'activités parascolaires et d'éveil.
- L'encouragement des parents d'élèves, des élèves, des enseignants et des ONG à participer à toutes les activités de la vie scolaire.
- La pérennisation des actions de parrainage.

3. Pôle Formation/Insertion :

- Contribuer à la réinsertion des jeunes déscolarisés et leur assurer une formation professionnelle ;
- Faciliter l'intégration socioéconomique des jeunes en situation d'abandon scolaire et en risque d'exclusion sociale.

Ville Casablanca

Langues parlées

Français

Fonctions Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Maroc

Contrat Bénévolat

Nom de la personne contact

Pour plus d'information sur le projet et pour donner votre coup de pouce à Rokayya El Boudrari, lauréate du prix Terre de Femmes, contactez-la : ICI

Email de la personne contact eljisr@gmail.com

Date de fin de validité 28/02/2017.



Avis de recrutement



Poste: Directeur(trice) de programmes / Directeur et Délégué(e) IECD – Madagascar

Type d'emploi : CDD

Pays : Afrique, Madagascar

Date limite de dépôt des dossiers : 30/09/2016

Description :

LES PROGRAMMES CERES ET SESAME

En partenariat avec l'association malgache PROMES, l'IECD accompagne et développe à Fianarantsoa le programme CERES destiné à des élèves de collège et lycée (depuis 2006) et à Antananarivo le programme SESAME destiné aux bacheliers (depuis 2013).

Six CERES (Centre de Renforcement Educatif et Scolaire) sont implantés auprès de collèges ruraux pour lutter contre la déscolarisation massive. Les élèves des CERES (50% de filles) sont sélectionnés sur leur potentiel et leur motivation et bénéficient de cours de renforcement scolaire et d'un internat pour les garçons.

Après le collège, ces élèves sont ensuite accueillis à Fianarantsoa, dans un autre internat CERES, pour une « Année Préparatoire » à la classe de seconde. Les élèves bénéficient ensuite d'un dispositif de suivi lorsqu'ils sont au lycée et pour les années post-Bac, jusqu'à leur insertion professionnelle. En 2015, 876 élèves bénéficient du programme CERES, et 1130 d'ici 2017. Le programme CERES est complété par un dispositif de formation des professeurs de collège et des employés et par un dispositif de responsables pédagogiques (développement et évaluation d'un curriculum intégrant formation scolaire et développement personnel)

Le programme SESAME est destiné aux bacheliers afin qu'ils réussissent leurs études supérieures, leur insertion professionnelle et leur développement personnel (48 bacheliers, 50% de filles, en 2015 de filières scientifique et littéraire). L'objectif du programme est de passer à 72 étudiants en 2016 puis à 120 en 2017.

MISSIONS

En collaboration très étroite avec la direction générale, les fonctions supports et la coordination thématique de l'IECD Paris, il/elle est le garant de l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs de chacun des programmes à travers les missions suivantes :

1/ Supervision de la mise en oeuvre opérationnelle

– Planifier les activités des différents projets, définir les objectifs et les résultats à atteindre, identifier les priorités et accompagner les équipes dans la résolution des problèmes rencontrés ;

– Superviser la mise en oeuvre et contrôler l'atteinte des objectifs cibles, en particulier sur les programmes CERES et SESAME ;

– Piloter la réflexion stratégique et le développement des programmes et du projet pédagogique, en optimisant les synergies (en particulier entre les programmes CERES et SESAME) ;

– Identifier les risques et les opportunités avec les différentes parties prenantes impliquées dans les projets (équipes, bailleurs, partenaires, institutions, ...)

– Animer et encourager les échanges de partage d'expérience et de capitalisation au sein de l'IECD.

2/ Gestion des ressources humaines et de l'organisation

– Superviser la gestion des ressources humaines constituées d'expatriés et de personnel local : recrutement, évaluation, formation, motivation, rémunération, santé, sécurité, etc. ; avec un investissement particulier dans les sujets pédagogiques (enseignement & éducation)

– Encadrer les responsables des programmes et fonctions supports, et les accompagner dans les enjeux RH de leurs équipes ;

– Développer les talents locaux et encourager la montée en compétences et la fidélisation des équipes ;

– Planifier l'évolution de l'organisation nécessaire à la bonne conduite des opérations, en cohérence avec les besoins et les moyens des programmes ;

– Animer et encourager les échanges entre les équipes opérationnelles et les équipes thématiques basées à Paris.

3/ Gestion financière et administrative

– Garantir le respect des engagements financiers pris auprès des bailleurs ;

– Superviser la planification, l'engagement des dépenses et l'anticipation des risques financiers ;

– Coordonner la planification des besoins de financement, les actions de mobilisation des fonds – y compris les actions de reporting auprès des bailleurs – et contribuer à l'équilibre financier global des programmes ;

– Animer l'ensemble des tâches de reporting interne et contrôler le respect des procédures, en lien étroit avec les chefs de projets et la direction financière et administrative à Paris ;

– Superviser la gestion administrative des programmes (informatique, achats, formalités administratives et matérielles, etc.).

4/ Relations avec les partenaires et institutions

– Représenter l'IECD à Madagascar et s'investir dans le développement des

relations de l'IECD avec ses partenaires locaux : institutions publiques, établissements scolaires partenaires, associations, bailleurs et ministères ;

– Animer et encourager la mise en oeuvre de plans d'action concrets et adaptés qui viennent renforcer les capacités des partenaires de l'IECD ;

– Piloter la levée de fonds et des relations bailleurs : rédaction de dossiers, prospection, reporting, etc.

PROFIL

Formation issue de l'enseignement supérieur de type commerce, ingénieur, économie / gestion,...

Expérience professionnelle significative requise (15 ans minimum), dont une partie à l'international, dans un poste de direction qu'il soit au sein d'une PME, rattaché à une importante filiale, d'une multinationale ou dans le secteur associatif ; avec un niveau de responsabilités élevé. Une expérience professionnelle ou personnelle dans l'éducation ou la formation est un atout.

Compétences et qualités attendues :

– Leadership et esprit entrepreneurial ; goût du challenge et sens du résultat ;

– Capacités à accompagner, à fédérer et former une équipe et à s'adapter à la culture malgache ;

– Rigueur, organisation, pragmatisme et gestion opérationnelle / financière de multiples projets ;

– Vision stratégique et analytique pour le développement des activités ;

– Capacités de représentation de l'IECD auprès de partenaires institutionnels et financiers, diplomatie et adaptation auprès d'interlocuteurs externes variés ;

– Solides qualités morales : honnêteté, humilité, respect, écoute, patience ;

– Adhésion aux valeurs de l'IECD : un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel ;

– Intérêt pour le domaine du développement, de la solidarité internationale ;

– Compréhension des enjeux d'éducation et de formation dans les pays en voie de développement ;

– Excellente maîtrise du français et facilités de rédaction ;

– Informatique : Suite Office, Sage si possible, Environnement Mac OS si possible

CONDITIONS DU POSTE

Statut : contrat de droit français (accord de Volontariat de Solidarité Internationale), formation préalable au départ d'une semaine à Paris

Sous la responsabilité : du Directeur Général Adjoint, en étroite collaboration avec les responsables de pôles et le comité de direction basés à Paris.

Dates du poste : dès que possible, pour 3 ans renouvelables.

La prise de poste sera progressive, avec un terme prévu pour mi 2016, suite à une période de passation/formation de 3 mois, durant laquelle le futur responsable (h/f) sera placé sous la supervision de l'actuel responsable.

Localisation : Antananarivo (Madagascar), avec mobilité géographique en province – 1 semaine à Fianarantsoa toutes les 6 semaines environ.

Package global :

– Rémunération selon profil

– Participation au logement

– Billet début et fin de contrat + 1 A/R tous les 12 mois

– Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire, cotisation retraite de base)

– Possibilité de départ familial, conditions à discuter selon profil

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada – Directeur & Délégué IECD »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation)

avec la référence « Mada – Directeur & Délégué IECD »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Antananarivo

Fonctions Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Santé, Social

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Madagascar

Contrat CDD, CDI, Inconnu, Volontariat / service civique

Date de fin de validité 30/09/2016.



Annonces

Avis de recrutement

Avis de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin

COMMUNIQUE N°2016-0024/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin, au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de dix-huit (18) ans au moins et de vingt-cinq (25) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Assistants de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme du BEPC ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieux de réception : École Nationale de Police, Stade du 4 Août et stade Dr Issoufou Joseph Conombo (ex stade municipal de Ouagadougou).

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. Les épreuves écrites d'admissibilité consistent en un test de niveau qui comprend :

une épreuve de rédaction notée sur 20, durée une (01) heure, coefficient 2 ;

une épreuve d'étude de texte notée sur 20, durée deux (02) heures, coefficient 3.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés, que seuls les cinq mille (5000) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront remplissant pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées. Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'École Nationale de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité d'Assistants de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général
Abdoulaye OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre National

Avis de recrutement



Poste: Chargé(e) de Projets – Responsable Social Business – Cameroun

Type d'emploi: stage

Pays: Afrique, Madagascar

Date limite de dépôt des dossiers: 30/07/2016

Description :

Experts-Solidaires, réseau associatif d'expertise et de solidarité internationale, va chercher un expert en bénévolat ou mécénat de compétence pour suivre la conception d'un réseau d'eau dans le Nord de Madagascar. L'activité de l'expert consistera à encadrer une commune de cette région et un bureau d'étude local pour la préparation et le suivi d'une étude d'Avant Projet Sommaire de réseau d'eau potable. Une mission de 10 jours sur le terrain (entièrement prise en charge) est prévue dans les prochains mois.

Pour postuler, l'expert doit bénéficier d'au moins 7 ans d'expérience, dont une expérience de solidarité / développement international. La mission est ouverte à un expert en activité ou retraité, préférablement basé dans le Finistère.

Si vous êtes intéressé (e) ou pour toute information, merci de joindre Mélanie à : contact@experts-solidaires.org, ou au : 06 43 56 39 94 / 06 04 18 26 94.

Ville Diego Suarez, Madagascar

Expérience

Ingénieur en Eau Potable et Assainissement

Langues parlées

Français

Fonctions Technicien spécialiste

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Madagascar

Contrat Bénévolat

Durée du contrat

10 jours de mission

Salaire / Indemnité

Déplacements et indemnités de frais de vie pris en charge

Documents à envoyer

CV

Email de la personne contact contact@experts-solidaires.org

Date de fin de validité 30/07/2016.



Résultat de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL)

Communiqué du Secrétariat général

Le secrétaire général du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, superviseur du comité de coordination du CERMICOL communique :

Sous réserve d'un contrôle approfondi, les candidats dont les 2+3 noms suivent, précédemment placés sur la liste d'attente au test de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL), sont priés de prendre attache avec la Direction des Ressources Humaines (DRH) du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique pour affaire les concernant.

Poste de chef de service socio-éducatif et de l'accompagnement psychologique :

1er : OUEDRAOGO Yassia

Poste d'attachés d'éducation spécialisée :

•1er : NABIE Yatté

•2e : OUEDRAOGO O. Ibrahima

•3e : OUEDA Moussa

•4e : NOUGTARA S. Mohamed Ader

•5e : KOURANE Zéphirin

Poste de moniteurs techniques Option mécanique :

•1er : CONGO Joachin

• : KIENDREBEOGO T. Léonce

Option soudure :

1er : OUEDRAOGO Daouda

Les candidats ainsi convoqués sont invités à prendre attaché avec la Direction des Ressources Humaines du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique dans un délai de deux (02) semaines à compter de la date de la 1ère diffusion du présent communiqué.

Paulin BAMBARA



Avis de recrutement



Poste: UN COORDINATEUR EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIENE (H/F)

Type d'emploi: CDD

Pays : Afrique, Centrafrique

Date limite de dépôt des dossiers: 31/07/2016

Description :

Nous recherchons un Coordinateur Eau, Assainissement et Hygiène (H/F)

Contexte : République Centrafricaine, basé à Bangui avec des déplacements fréquents sur Bossangoa, Bouar et Sibut

Durée du contrat: 12 mois, à pourvoir dès le 15 août 2016

Le rôle : Sous la supervision de l'Adjoint Directeur Pays, vous aurez pour mission de garantir la qualité, la pertinence et la mise à l'échelle de la stratégie et des interventions Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) sur la mission, dans le respect des standards ACF et internationaux et des politiques nationales. Vos principales activités seront les suivantes :

Contribuer à la définition de la stratégie pays et des positionnements du département technique EAH

Garantir la compréhension et le suivi par les équipes terrains de la situation en EAH et du contexte d'intervention

Définir le document de la stratégie sectorielle mission en accord avec les cadres ACF Internationaux et nationaux

Intégrer le secteur EAH avec les autres secteurs techniques (SAME, SMPS, NUT)

Suivre la mise en œuvre de la stratégie EAH, sa révision et sa redevabilité

Alimenter les stratégies de plaidoyer technique et opérationnel de la mission, de la région et du siège

Coordonner l'identification des besoins et la formulation des propositions de projets

Formuler, financer et mettre en œuvre l'étude de faisabilité des projets EAH

Contribuer à la prospection des bailleurs pour son secteur

Réaliser les parties EAH des propositions de projets en accord avec les formats et délais des bailleurs

Accompagner la mise en œuvre et s'assurer du reporting des programmes/projets

Valider les étapes clés et les méthodologies des projets misent en œuvre

Garantir l'existence des systèmes de suivi, d'évaluation et de l'intégration de leurs résultats

Valider dans les délais, les parties EAH des rapports internes et des rapports bailleurs

Garantir la qualité et la redevabilité des projets

Garantir la conformité technique des programmes avec les règles, les orientations et les normes techniques internationales, les documents de cadrage et les ouvrages techniques d'ACF

Emettre et suivre les recommandations techniques, alerter le Directeur Pays au cas de risque majeur

Promouvoir les évaluations externes et internes des projets, des mesures de sûreté du personnel et des populations dans la mise en œuvre des projets EAH

Assurer la participation active d'ACF dans la coordination sectorielle nationale, les plates-formes techniques et développer des partenariats sectoriels

Représenter ACF dans la coordination sectorielle nationale et sous-nationale et auprès des autorités techniques
Contribuer aux divers plans d'action du secteur EAH
Promouvoir les partenariats sectoriels

Promouvoir la capitalisation, le développement technique et la recherche au sein du département EAH

Capitaliser le secteur EAH au niveau de la mission, de sa centralisation et de sa remontée au siège

Superviser le travail de capitalisation des responsables de programme et du département EAH

Mise en application des nouvelles approches proposées par le siège ou sur la mission

Manager les équipes

Composition de l'équipe de Responsables de Programme EAH :

2 Responsables de Programme EHA à Sibut, 1 Responsable de Programme EHA à Bossangoa, 1 Responsable de Programme RRM basé à Bossangoa, 1 Responsable Programme Forages Mobiles basé à Bangui, 1 Responsable de Programme EHA à Bangui. Une coordination sera à établir avec la Co-lead WASH du cluster basé chez ACF

Le candidat : De formation supérieure type Master ou école en ingénierie hydraulique, aménagement urbain, génie rural ou sanitaire, vous justifiez d'une expérience professionnelle significative de 4 ans dans le domaine de la gestion ou de la coordination de programmes dans le secteur de l'EAH. Vous disposez également d'excellentes compétences rédactionnelles dans le cadre des projets de développement/humanitaire et avez un sens de la diplomatie et de la communication développé.

Rigoureux, organisé et flexible, vous disposez d'une bonne capacité d'écoute et d'analyse.

De plus, vous avez une bonne résistance au stress et êtes capable de travailler dans un milieu sécuritaire instable.

La maîtrise du français (oral et écrit) est indispensable, l'anglais un atout.

Conditions :

Rémunération de 1800 à 2300€ bruts mensuels selon expérience

Prise en charge du transport, des frais de bouche et d'hygiène, hébergement individuel ou collectif, mutuelle

5 semaines de congés payés et 20 JRTT par an

Ville Bangui

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités Génie civil, Hydraulique

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Centrafrique

Contrat CDD

Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2019/Un-Coordinateur-Eau-Assainissement-et-Hygiene-HF/>

Date de fin de validité 31/07/2016.



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*